

Capriles Radonski demande l'ingérence internationale.

Caracas, 1^o mai 2013 AVN - « Nous allons épuiser toutes les instances internes mais il n'y a aucun doute sur le fait que ce cas va se terminer dans la communauté internationale », a déclaré l'ex candidat présidentiel, Henrique Capriles Radonski, faisant allusion à la contestation des élections qui se sont déroulées le 14 avril dernier, dans lesquelles Nicolas Maduro a obtenu la victoire avec 50,61% des suffrages.

Depuis la marche de l'opposition convoquée pour ce 1^o mai, Journée des Travailleurs, le rival battu a insisté dans son refus de reconnaître la volonté populaire et a attaqué de nouveau le chef de l'Etat, Nicolas Maduro, qui, ce même mercredi, recevra la marche des travailleurs révolutionnaires sur la place O'Leary de Caracas.

En ce sens, il a signalé que demain sera présentée la contestation des résultats électoraux devant le Tribunal Suprême de Justice (TSJ) « pour épuiser tous les recours institutionnels bien que nous sachions ce qu'est la réalité », a-t-il déclaré, en se référant aux mêmes institutions que, malgré les critiques qu'elles méritent aujourd'hui, ont été celles qui ont ratifié sa réélection comme gouverneur de Miranda.

La demande d'ingérence étrangère comme voie pour violer la décision que le peuple vénézuélien a exprimée dans les urnes le 14 avril est devenue évidente depuis la semaine dernière quand des membres du parti Primero Justicia (PJ) ont fait la promotion de leur refus de reconnaissance des institutions de l'Etat lors d'une tournée qu'ils ont réalisée dans quatre pays européens.

Cependant, le secrétaire national de PJ, Tomas Guanipa, en compagnie d'Edmundo Gonzalez, membre de la Coordination de Relations Internationales de la MUD, a informé qu'ils s'étaient rendus en Espagne, en Allemagne, en Belgique et en France, où ils ont rencontré des organisations de droite pour demander qu'elles soutiennent leur refus de reconnaître les institutions de l'Etat vénézuélien.

Malgré les tentatives répétées de la droite pour discréditer le Pouvoir Electoral vénézuélien et la victoire du président Nicolas Maduro avec 50,61% des votes (7 586 251 suffrages), tous les pays du monde ont reconnu les résultats des élections, excepté les Etats-Unis.

AVN 01/05/13
(traduction Françoise Lopez)